1.1 Question de Mme Armelle Gysen, intitulée «Journée des Présidentes»

Mme Armelle Gysen (Les Engagés). – Madame la Ministre, le dimanche 23 février dernier, à l’occasion des finales jeunes du championnat de hockey *indoor*, l’Association interfédérale du sport francophone (AISF) a organisé un événement rassemblant les présidentes de huit fédérations sportives. Cette journée fut marquée par une série d’échanges et de *workshops* ayant pour objectif d’identifier et d’appliquer des solutions visant à améliorer la représentation des femmes à la tête des instances sportives. En effet, actuellement, seulement 20 % des fédérations sportives en Fédération Wallonie-Bruxelles sont dirigées par des femmes. Ce pourcentage témoigne d’une sous-représentation manifeste.

Cet événement a mis en lumière les difficultés auxquelles sont confrontées les femmes souhaitant accéder à des fonctions dirigeantes dans le domaine sportif, mais il a également permis de dégager des pistes d’action concrètes pour favoriser une évolution positive.

Si d’autres collègues n’ont pas manqué par le passé de vous alerter sur le sujet, nous sommes également interpellés par cette problématique. Il était donc important à nos yeux de réitérer notre engagement et de rappeler que nous soutiendrons toutes les initiatives permettant d’améliorer l’égalité des genres dans les instances dirigeantes du sport. La Déclaration de politique communautaire (DPC) se veut d’ailleurs très ambitieuse à cet égard.

Le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles a-t-il été associé à cet événement et, si oui, sous quelle forme? Quelles mesures concrètes le gouvernement envisage-t-il afin d’augmenter la proportion de femmes à la tête des fédérations sportives? Un plan d’action spécifique pour encourager l’accès des femmes aux postes de présidence des fédérations sportives est-il en préparation ou en discussion au sein de votre ministère?

Enfin, des incitants – subventions, formations, accompagnements spécifiques – sont-ils envisagés pour encourager une plus grande parité dans les instances sportives dirigeantes?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Madame la Députée, l’initiative menée conjointement par l’AISF et la Ligue francophone de hockey (LFH) est à saluer. Elle offre des perspectives dans la création d’un espace de dialogue et d’échanges visant à une plus grande mixité dans toutes les disciplines sportives. Je vous confirme avoir été associée à cette journée, mais je n’ai pu m’y rendre en raison de ma participation à un autre événement.

À ce jour, 61 fédérations sportives sont reconnues; 12 d’entre elles sont dirigées par des femmes. Celles-ci sont donc 20 %, alors que les pratiquantes représentent 33 %. Notons que, depuis 2013, le rapport entre les affiliés et les affiliées est passé de 25 % à 33 %. En outre, 35 % des postes dans les organes d’administration des fédérations et associations sportives sont occupés par des femmes. La seule direction d’une fédération sportive par une femme n’est pas un indicateur pertinent pour juger de l’évolution du secteur. En effet, nos fédérations et associations sportives sont des associations de droit privé qui ont *de facto* une autonomie dans leur mode d’élection. Nous devons ainsi prendre en considération tous les échelons du monde sportif – de la sportive à la présidente – pour en avoir une vision complète.

Des actions et mesures visant à favoriser la mixité existent, mais force est de constater qu’au-delà de celles-ci et même si certains clichés persistent, de plus en plus de femmes et de jeunes filles osent pratiquer un sport ou prendre un poste de direction. Nous devons nous réjouir de cette évolution positive. Je suis convaincue que la rédaction obligatoire d’un plan de développement du sport féminin pour toutes les fédérations et associations reconnues permettra de continuer à augmenter la part des femmes et des jeunes filles dans le sport organisé et dans les instances dirigeantes.

Mme Armelle Gysen (Les Engagés). – En tant que femme et ministre des Sports, vous avez un véritable rôle à jouer. Je suis convaincue que vous assurerez un bon suivi pour un équilibre entre les hommes et les femmes qui occupent un poste dirigeant. Je ne doute pas que les jeunes femmes s’adonnent au sport, mais il leur est toujours plus difficile d’endosser des postes à responsabilités.

(M. Chris Massaki Mbaki, vice-président, prend la présidence)

1.2 Question de M. Christophe Bastin, intitulée «Organisation du Rhéto Trophée»

M. Christophe Bastin (Les Engagés). – Madame la Ministre, le Rhéto Trophée, compétition scolaire organisée par l’ADEPS, se déroule actuellement et rencontre, comme chaque année, un vif succès auprès des élèves de dernière année de l’enseignement secondaire. Cette épreuve multidisciplinaire permet aux

jeunes de se mesurer dans différentes épreuves sportives mettant en avant des valeurs telles que l'effort, l'entraide et la persévérance.

Au-delà de l'aspect compétitif, cette initiative favorise le développement d'une culture sportive au sein des établissements scolaires et renforce les liens entre le monde scolaire et celui du sport. En offrant aux élèves une opportunité unique de se dépasser dans un cadre structuré et stimulant, le Rhéto Trophée contribue à sensibiliser la jeunesse aux bienfaits du sport, sur le plan tant physique que mental.

Madame la Ministre, quelle est l'implication actuelle de la Fédération Wallonie-Bruxelles dans l'organisation et la promotion du Rhéto Trophée? Quelles mesures sont-elles envisagées pour renforcer encore davantage les liens entre les établissements scolaires et le monde du sport, notamment par le biais de compétitions comme le Rhéto Trophée? Des initiatives complémentaires sont-elles à l'étude pour favoriser une participation accrue des élèves et encourager les jeunes à poursuivre une activité sportive régulière après leur scolarité? Existe-t-il une évaluation de l'impact d'événements de ce type sur la motivation des jeunes à pratiquer une activité physique et sportive à long terme?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – L'organisation et la promotion du Rhéto Trophée sont assurées par d'ADEPS, en collaboration avec la ville de Neufchâteau. Cette trente-deuxième édition est l'opportunité pour les élèves de dernière année secondaire de participer à un événement majeur clôturant leur parcours scolaire, dans lequel ils pourront exprimer leur dynamisme et leur esprit sportif. Cette compétition est prévue pour des équipes mixtes composées de trois filles et de trois garçons. La finale, qui regroupera 120 équipes, fait l'objet de journées de qualifications préalables dans différents lieux de la Communauté française.

Au-delà du Rhéto Trophée, il existe d'autres initiatives visant à tisser des liens solides entre les écoles et le secteur sportif: les centres ADEPS accueillent plus de 80 000 jeunes toute l'année en séjour sportif, les centres de conseil du sport (CCS) organisent des événements tels que les cross pour 30 000 élèves de la troisième à la sixième primaire et les cross'athlon pour les élèves de première et deuxième primaires.

En 2024, un appel à projets «Sport et écoles» a été lancé. Il vise à subventionner des activités sportives au sein des écoles organisées par des fédérations et associations sportives reconnues. Une nouvelle initiative sera prise en 2025 afin de permettre de lancer de nouveaux projets en adéquation avec les attentes du secteur sportif et visant à motiver les jeunes à faire du sport.

Bien qu'à ce jour, il n'existe pas d'étude qui évalue l'impact à long terme de ces événements sur la motivation des jeunes à pratiquer une activité physique, les

observations sur le terrain révèlent que les jeunes manifestent un enthousiasme palpable lors de ces différentes manifestations.

M. Christophe Bastin (Les Engagés). – Madame la Ministre, la pratique sportive de nos jeunes constitue un sujet très important. Nous ne pouvons que nous réjouir que les 120 équipes soient composées selon une mixité parfaite, avec trois filles et trois garçons chacune. Il n’y a pas d’étude, mais il est tout de même réjouissant que les observations soient toutes positives.

Il est très important que cette dynamique essentielle pour l’épanouissement des jeunes en Fédération Wallonie-Bruxelles continue en ce sens.

(M. Christophe Bastin, président, reprend la présidence)

1.3 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Éthique et protection des enfants»

M. Thierry Witsel (PS). – Le 20 février dernier, Défense des enfants international (DEI)-Belgique, en collaboration avec l’ADEPS et son Réseau éthique, DCI World Service, Yapaka et le Délégué général aux droits de l’enfant (DGDE), a réalisé un événement de clôture du projet PARCS 2.0 (Pour des activités récréatives dans un cadre sûr). Ce projet de deux ans avait pour objectif de protéger les enfants contre les violences dans le sport en développant des politiques de protection de l’enfance sur le terrain.

La protection des enfants dans le sport est une responsabilité collective qui engage aussi bien les clubs, les fédérations, les pouvoirs publics que le gouvernement. Les scandales qui ont éclaté ces dernières années, en Belgique comme ailleurs, nous rappellent douloureusement que l’environnement sportif, censé être un lieu d’épanouissement et de développement personnel, peut aussi être un espace de vulnérabilité pour les jeunes athlètes.

Des initiatives comme le projet PARCS 2.0 sont essentielles pour garantir que chaque enfant puisse pratiquer son sport dans un cadre sûr, respectueux et bienveillant. Former les encadrants, responsabiliser les fédérations et offrir des solutions concrètes aux victimes ne peuvent être des options, mais constituent des impératifs. Il est essentiel de nous assurer que la prévention et la prise en charge des violences soient des priorités politiques et budgétaires.

Madame la Ministre, quel bilan pouvez-vous faire de cette journée et du projet PARCS 2.0 dans son ensemble? Pouvez-vous nous présenter les outils développés lors de cet événement? Quelles sont les prochaines mesures envisagées pour renforcer la protection des jeunes sportifs face aux violences et abus? Les professionnels et bénévoles encadrant des jeunes sportifs reçoivent-ils une formation spécifique? Quels dispositifs concrets existent aujourd’hui pour permettre aux jeunes victimes de signaler les abus et de bénéficier d’un soutien psycholo-

gique et juridique adapté? En dehors du référent «éthique», qu'existe-t-il? Quelles ressources sont prévues pour aider les structures sportives à embaucher des référents «éthique» et à mettre sur pied des dispositifs de signalement efficaces? Comment renforcer le partenariat entre les pouvoirs publics et les organisations spécialisées dans la protection de l'enfance afin de garantir une réponse cohérente et efficace?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Monsieur le Député, l'événement «Éthique et protection des enfants dans le sport» a clôturé la deuxième phase du projet PARCS, mené en collaboration avec la structure DEI-Belgique et Yapak. Cet événement permet la création de dispositifs de protection de l'enfance dans les clubs. L'administration est consciente que la protection des enfants est une matière à suivre de près et va travailler, dans les mois à venir, avec ses partenaires sur des améliorations, notamment pour clarifier les réponses à apporter en cas de problèmes sur le terrain.

Je signale également la brochure «*Tous acteurs, tous responsables*», rédigée et diffusée par l'administration, reprenant les grands principes ainsi que l'ensemble des services d'accompagnement aux victimes. Le Réseau éthique ainsi que l'extrait de casier judiciaire sont autant d'éléments qui doivent continuer à renforcer la protection des mineurs en milieu sportif. Des réflexions afin de consolider les outils et améliorer notamment le volet «formation» sont également en cours.

Je continuerai à insister auprès des fédérations et associations sportives reconnues pour les inciter à porter une attention toute particulière à la protection des enfants. Mon expérience de présidente de club m'a permis de constater que la demande d'un certificat de bonne vie et mœurs n'est pas encore devenue une habitude. La nécessité de fournir ce document choque vite les gens, alors que le réclamer à une personne qui veut s'occuper d'enfants devrait être une évidence. J'estime que cela devrait être généralisé.

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, le sport doit rester un espace de transmission de valeurs, de respect et de solidarité. Il est important de poursuivre la réflexion, de consolider et d'améliorer les formations existantes. Il est essentiel que les clubs puissent demander un certificat de bonne vie et mœurs pour se rassurer et rassurer les parents.

1.4 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Gestion des cafétérias dans les infrastructures sportives»

M. Thierry Witsel (PS). – Le 10 février dernier, l'Association des établissements sportifs (AES) et l'Association interfédérale du sport francophone (AISF) ont organisé un colloque intitulé «*Optimisez la gestion d'une cafétéria sportive*». Le thème s'articulait autour du respect des normes pour les buvettes, *club-houses*,

cafétérias sportives. Je trouve très intéressant que l'AES et l'AISF informent au mieux les clubs de sport ou les prestataires tiers sur les défis auxquels il faut faire face pour gérer ces endroits. Ceux-ci constituent en effet le cœur de l'infrastructure, là où les sportifs et supporters échangent avant ou après la rencontre sportive. C'est d'abord un lieu de convivialité, mais c'est également, pour les clubs sportifs, l'endroit clé pour générer des revenus. En somme, la buvette remplit un rôle pratique, social et économique, dans la mesure où elle contribue à la viabilité et à la qualité de l'expérience dans les infrastructures sportives.

Le colloque abordait notamment les obligations relatives à la Société belge des auteurs, compositeurs et éditeurs (Sabam), mais aussi les aspects concernant la TVA et l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (AFSCA). Pour tout club sportif, une cafétéria est en effet un endroit supplémentaire qu'il faut correctement administrer. Je tiens donc à souligner en particulier ce type d'initiative.

Madame la Ministre, y a-t-il eu beaucoup d'inscriptions à ce colloque? Quels sont les objectifs de ce colloque et quelles en sont les conclusions? Quelles actions envisagez-vous pour garantir que tous les clubs sportifs, quelle que soit leur taille, aient un accès équitable à des formations et à des informations sur les obligations légales et pratiques liées à la gestion des cafétérias? Les clubs sportifs, surtout les plus petits, peuvent-ils bénéficier de subventions ou d'aides pour mettre leur cafétéria en conformité avec les règles liées à la Sabam, à la TVA ou à l'AFSCA, notamment pour éviter des coûts supplémentaires qui pourraient nuire à leur fonctionnement?

Comment le gouvernement soutient-il les clubs sportifs dans la valorisation de leurs espaces de convivialité, tout en garantissant qu'ils génèrent des revenus suffisants pour financer leurs activités sportives? Dans le domaine de la restauration, la gestion des normes sanitaires et de sécurité dans les infrastructures sportives peut parfois être complexe pour les clubs amateurs. Quelles mesures sont prises pour simplifier la gestion de ces obligations pour les clubs qui ne disposent pas de personnel dédié?

Par ailleurs, les clubs sportifs préfèrent parfois collaborer avec des prestataires externes pour gérer leur cafétéria. Quels sont les soutiens qui pourraient faciliter cette collaboration tout en garantissant la conformité avec les normes en vigueur? Quelles sont les informations en votre possession concernant l'impact des formations sur la gestion des cafétérias dans les clubs sportifs? Avez-vous observé une amélioration de la conformité et de la rentabilité des structures concernées?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Une centaine de personnes ont participé au colloque organisé conjointement par l'AES et l'AISF où ils ont pu

prendre connaissance et se former aux règles concernant l'Unisono – pour la diffusion de musique et d'un événement tel qu'un Euro de football –, la TVA et l'AFSCA.

Cet exercice indispensable doit permettre aux nombreux bénévoles qui gèrent des cafétérias d'être constamment informés des cadres légaux et de leur évolution afin d'agir dans les règles et de se préparer à d'éventuels contrôles. Il permet également aux dirigeants qui souhaiteraient laisser la gestion de leur cafétéria à des partenaires externes de mieux appréhender les obligations qui y sont liées.

Un *vade-mecum* «Cafétérias» est à disposition des clubs et gestionnaires d'infrastructures sportives. Cet outil développé par l' AISF et l' AEF reprend la réglementation des outils pratiques ainsi que différents modèles de contrats – contrat brasserie, contrat avec un indépendant, etc.

De plus, les fédérations et associations sportives, centres et clubs sportifs peuvent également obtenir des conseils et informations auprès du pôle juridique de l' AES-AISF. Les colloques de l' AES et l' AISF se veulent résolument concrets pour répondre aux réalités du terrain. Les participants sont donc repartis avec un aperçu clair de ce qu'ils ont à éventuellement organiser.

Bien que les cafétérias peuvent constituer une source de revenus importants, la Fédération Wallonie-Bruxelles, dans sa compétence des sports, doit développer une offre sportive diversifiée et non couvrir des frais relatifs à la gestion des buvettes ou des cafétérias.

M. Thierry Witsel (PS). – Vous êtes présidente d'un club de football, vous n'êtes donc pas étrangère à ce sujet.

L'organisation d'un tel colloque pour permettre aux responsables d'un club sportif à prendre connaissance des règlements, relatifs à la SABAM, à la TVA, à l'AFSCA, est un projet intéressant.

Je prends note du fait qu'un *vade-mecum* «Cafétérias» est disponible pour tout dirigeant et que le pôle juridique de l' AES-AISF peut être sollicité en cas de litige.

1.5 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Suivi des sportifs de haut niveau en reconversion»

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, la presse a récemment fait état de la situation d'une ancienne judokate de haut niveau qui devait intégrer le service «Projet de vie» de l'ADEPS pour accompagner d'autres sportifs dans leur reconversion. Il ne nous est pas permis de parler ici d'un cas particulier. Toutefois, le problème rencontré pose un certain nombre de questions.

En effet, en Fédération Wallonie-Bruxelles, le suivi des sportifs et des sportives de haut niveau en reconversion est encadré par l'ADEPS. Les athlètes ayant bénéficié d'un statut de sportif de haut niveau pendant au moins quatre ans peuvent obtenir le statut de sportif de haut niveau en reconversion. Il est accordé aux sportifs et aux sportives présentant un projet de transition post-carrière sportive, élaboré en concertation avec le référent «Projet de vie» de leur fédération sportive. Ainsi, la Fédération Wallonie-Bruxelles prévoit un ensemble de dispositifs pour accompagner les sportifs de haut niveau dans leur transition vers une nouvelle carrière, en leur offrant un soutien personnalisé et des ressources adaptées à leurs besoins.

Madame la Ministre, l'ADEPS prévoit-elle des recours pour les athlètes qui estiment avoir été lésés dans leur transition professionnelle? Quelles règles sont-elles en vigueur concernant l'attribution et le retrait de telles missions? Plus largement, quelles garanties sont-elles offertes aux sportifs de haut niveau en reconversion pour éviter les situations de ce genre? Existe-t-il d'autres mesures d'accompagnement pour les aider après leur carrière?

Actuellement, la cellule «Reconversion» de l'ADEPS gère 2 000 dossiers. Quel est le bilan de leur suivi? Combien de sportifs seront-ils indépendants de l'ADEPS à la fin de l'année 2025?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Tous les sportifs sous statut peuvent bénéficier au quotidien d'un accompagnement du service «Projet de vie». Cet accompagnement peut consister en une aide financière pour le paiement d'un minerval ou encore en la recherche d'une formation adaptée aux ambitions professionnelles du sportif.

Par ailleurs, le décret du 3 mai 2019 portant sur le mouvement sportif organisé en Communauté française prévoit un statut de sportif de haut niveau en reconversion. Celui-ci peut être attribué pour une durée de deux ans maximum, permettant ainsi au bénéficiaire de conserver l'accès aux services d'accompagnement tels que «Projet de vie» ou le Pôle psychologique du Centre d'aide à la performance sportive (CAPSy) qui accompagne les sportifs, notamment au moment de leur reconversion. Notons qu'actuellement 60 % des sportifs disposent ou sont en passe de disposer d'un diplôme de l'enseignement supérieur.

Enfin, en fonction des projets, certains sportifs ayant porté haut les couleurs de la Belgique bénéficient également d'un contrat de reconversion. C'est actuellement le cas de Mme Tondeur.

M. Thierry Witsel (PS). – Madame la Ministre, je pense qu'il est important d'insister sur cette reconversion afin de protéger les sportifs qui engagent leur image pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Ils méritent d'obtenir un juste

retour de ce qu'ils ont pu donner durant leur carrière, avec des périodes de doute et de souffrance. Plus de 70 % de ces athlètes sont diplômés et je ne parlerai pas du cas bien spécifique que nous connaissons. Pour avoir consacré toute sa vie sportive à un tiers, il me semble logique que l'on soit récompensé.

1.6 Question de M. Thierry Witsel, intitulée «Tolérance zéro face au racisme dans le football»

M. Thierry Witsel (PS). – Malgré des actions de prévention telles que le plan d'action «*Come Together*» ou l'existence de l'association *Stop Racism in Sport*, force est de constater que le racisme est toujours bien présent dans nos stades. Tandis que certains joueurs continuent d'être victimes d'insultes racistes, des actions de sensibilisation contre ces discriminations sont parfois entravées.

À titre d'exemple, lors d'un match récent entre le FC Bruges et le Standard de Liège, un tifo contre le racisme a été interdit par le service de sécurité du Club de Bruges, au motif qu'il aurait pu engendrer des tensions. Cette décision envoie un signal inquiétant: alors que les instances sportives prônent la tolérance zéro face au racisme, alors qu'un groupe de supporters du Standard s'empare du sujet de façon admirable, des clubs semblent considérer les messages antiracistes comme problématiques. Une telle situation soulève des questions quant à l'application réelle des politiques de lutte contre le racisme dans le football et la manière dont elles sont mises en œuvre par les clubs.

Madame la Ministre, combien d'actes racistes sont-ils survenus dans le football amateur et professionnel durant la saison 2023-2024? Quelles mesures supplémentaires allez-vous mettre en œuvre pour soutenir les initiatives antiracistes dans le sport? Quelles mesures concrètes envisagez-vous pour intensifier les actions de sensibilisation et d'éducation à la lutte contre les discriminations dans le football, tant auprès des joueurs qu'auprès des supporters et des encadrants?

Comment le gouvernement prévoit-il d'accompagner les fédérations sportives et les clubs dans la mise en œuvre de politiques inclusives et dans la prévention des comportements discriminatoires au sein des infrastructures sportives? Enfin, quelles directives comptez-vous adresser aux clubs afin de garantir que les initiatives antiracistes ne soient plus entravées par des décisions internes?

Mme Jacqueline Galant, ministre des Sports, de la Fonction publique, de la Simplification administrative et des Médias. – Les faits de racisme ne sont pas propres au monde du sport ou à la pratique d'une activité physique. Malheureusement, le racisme contamine l'ensemble de la société. Le sport joue un rôle de catalyseur du fait des passions qu'il génère. Depuis le 31 août 2024, 322 plaintes ont été introduites auprès de l'Association des clubs francophones de football (ACFF). Les cas liés au racisme et autres formes de discrimination représentent 35 % de ce total, soit 113 cas. Au départ du pont de signalement se trouve le

plan «*Come Together*», subventionné en partie par la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Le football belge, par l'intermédiaire de ses instances nationales et régionales, lancera une nouvelle campagne en mars 2025 qui insistera sur la réaction à avoir pour dénoncer des actes discriminatoires. En effet, une étude de la *Katholieke Universiteit Leuven* (KU Leuven) a montré qu'en moyenne, 75 % des personnes ne réagissent pas face à des faits de discrimination. La famille du football insistera sur la théorie des 5 D – distraire, déléguer, documenter, dialoguer et diriger – pour inciter les individus à dénoncer des comportements inacceptables.

Au-delà de ces campagnes de prévention et de ces projets pilotes, il est grand temps que le monde sportif soit plus ferme, en étant plus sévère dans les sanctions et également en vérifiant l'application effective de celles-ci. Je réunirai prochainement les fédérations et associations sportives pour leur demander d'agir et de montrer leur réelle volonté de lutter contre les faits de violence et de discrimination, qui n'ont leur place ni dans le sport ni nulle part ailleurs.

M. Thierry Witsel (PS). – Il importe effectivement de renforcer notre approche afin de combattre les comportements racistes et de réaffirmer notre soutien à toutes les initiatives antiracistes qui germent dans les différents clubs sportifs, comme le Standard de Liège.

Des faits de racisme ont déjà eu lieu au club de Bruges. C'était en 2021, lors d'un match contre le club d'Anderlecht. Une procédure est d'ailleurs en cours à l'encontre de 24 supporters brugeois. Aujourd'hui, c'est le Standard de Liège qui est concerné. Il faut agir, car cela ne peut plus durer. Une réunion avec les différentes fédérations et associations sportives me paraît essentielle afin que vous puissiez donner vos directives et votre vision sur la problématique, Madame la Ministre. Je vous interrogerai à nouveau afin d'obtenir des informations sur les discussions tenues lors de cette réunion.